REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 09 au 15 février 2021

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Santé.....2
- Le dispositif en partenariats (dP) One Health océan Indien (OH-OI) a fêté ses 5 ans en 2020!

1.2 Coopération régionale.....4
- COI — Financement de l'UE et l'AFD — Objectif : renforcer la résilience des pays de l'Indianocéanie
- Commission de l'Océan indien : Rs 700 millions investies sur différents projets
- Le système des prévisions météorologiques limité pour prévenir les catastrophes naturelles

2. Centres d'Intérêts

2.1 Economie.....8
- Tourisme : 500 millions d'euros d'aides ont été allouées aux entreprises ultramarines

2.2 Santé : Covid-19.....9
- Covid-19 update 80 new cases in two days and one death | 13 February 2021
- Covid-19 : Légère baisse des cas positifs et hausse des décès
- Communiqué n°140 Ministère de la santé Comores
- Covid-19 à La Réunion : La 3ème vague, copie conforme de la 1ère vague ?

2.3 Environnement.....13
- Gestion des Déchets d'Equipement Electriques et Electroniques : Un atelier de formation organisé par Vohitra Environnement

2.4 Education.....15
- Éducation supérieure : des opportunités grâce à la Covid-19

Le dispositif en partenariats (dP) One Health océan Indien (OH-OI) a fêté ses 5 ans en 2020!

Le dispositif de recherche et d'enseignement en partenariat (dP) One Health-OI, réseau régional de recherche-action qui compte aujourd'hui 120 professionnels de la santé animale et humaine et des sciences de l'environnement de huit pays du sud-ouest de l'océan Indien (France/La Réunion/Mayotte, Maurice et Rodrigues, Union des Comores, les Seychelles, Madagascar, la Tanzanie, l'Afrique du sud et le Mozambique) a fêté en 2020 ses 5 ans.
Une occasion pour la PRéRAD-OI de mettre en lumière ce réseau qui s'appuie sur un travail collectif exemplaire de mise en commun concertée et coordonnée de ressources et de moyens, et de revenir ainsi sur son rôle déterminant et ses travaux résolument tournés vers l'innovation…

Un contexte épidémique prégnant…

Comme de nombreuses régions dans le monde, la région océan Indien est, elle aussi, confrontée aux grands défis infectieux de ces dernières années, avec une place centrale jouée par l'animal dans le cycle de transmission de pathogènes. Eric Cardinale, initiateur et animateur de ce dP jusqu'à fin 2020, nous rappelle que « ***…les crises sanitaires qui ont profondément marqué l'océan Indien tendent à prouver que cette barrière maritime n'est pas suffisante et que seule une action proactive de veille et de prévention pourrait permettre de conserver cet atout.*** »
L'origine de ces infections est plurielle, leurs impacts considérables sur les performances socio-économiques des systèmes de production et notamment des élevages de la région. Au-delà, l'anthropisation des espaces naturels fait que les zones de contact entre la faune et l'homme sont de plus en plus nombreuses et les risques de transmission entre l'animal et l'homme accrus.
Dans ce contexte, la recherche régionale s'est structurée et se mobilise afin de surveiller, alerter, traquer et contrôler les risques sanitaires pour les animaux et les hommes qui sévissent dans la région du sud-ouest de l'océan Indien **au sein d'un dispositif de recherche et d'enseignement en partenariats, le dP One Health-OI.**
Rappelons que cet effort de structuration et de coordination date déjà de 2008 avec, alors, la création du réseau ANIMALRISK-OI, précurseur du dP. Il complétait ainsi par son soutien technique et scientifique **le réseau SEGA One Health OI, réseau régional de surveillance épidémiologique et de coordination en matière de réponse aux épidémies dans les cinq pays membres de la Commission de l'océan Indien (COI)** et en matière de renforcement des capacités nationales de surveillance des maladies à potentiel épidémique. Cette complémentarité exemplaire entre le dP et le

réseau SEGA One Health OI perdure plus que jamais aujourd'hui.

Un rôle déterminant dans la prévention et le contrôle des maladies infectieuses animales et humaines…

Le dispositif travaille aux solutions d'aujourd'hui et de demain dans la cadre d'**une approche intégrée « une seule santé »** pour laquelle les compartiments humains, animaux et environnementaux et les facteurs qui les caractérisent et les relient sont étudiés dans leur ensemble et les disciplines mobilisées multiples …



Les sujets abordés par le dispositif sont pluriels. Il scrute **les risques majeurs d'introduction des maladies infectieuses vectorielles ou à transmission directe**, potentiellement graves sur le plan sanitaire et économique dans la zone en mobilisant des outils de **modélisation** et de **spatialisation** ;il analyse **les facteurs biologiques, vironnementaux, économiques et commerciaux** qui prévalent à l'émergence ou à la réémergence de ces maladies, à leur diffusion et à leur persistance (diversité des agents pathogènes et des vecteurs, distribution spatiale et temporelle, structuration des populations…). Il développe de **nouveaux outils de contrôle** (diagnostic, stratégies de contrôle) …**Il forme par la recherche et pour la recherche** les chercheurs de demain qui essaimeront dans la zone. Il **renforce les capacités des services techniques nationaux** compétents sur ces sujets. Il appuie les gestionnaires et les décideurs en santé publique et vétérinaire des états du sud-ouest de l'océan Indien. **Suite de l'article**

COI — Financement de l'UE et l'AFD — Objectif : renforcer la résilience des pays de l'Indianocéanie



La France succédera aux Comores à la présidence de la COI en mars La nécessité de consolider la résilience des pays de l'Indianocéanie a été soulignée par les acteurs des institutions ayant procédé, au secrétariat de la Commission de l'océan Indien (COI), à la signature de conventions de financements portant sur deux nouveaux programmes, soit…

COI | Financement de l'UE et l'AFD

Objectif : renforcer la résilience des pays de l'Indianocéanie

La France succédera aux Comores à la présidence de la COI en mars

La nécessité de consolider la résilience des pays de l'Indianocéanie a été soulignée par les acteurs des institutions ayant procédé, au secrétariat de la Commission de l'océan Indien (COI), à la signature de conventions de financements portant sur deux nouveaux programmes, soit le *"Renforcement de la résilience et la gestion de la réponse aux catastrophes"* et *"Paix, stabilité et gouvernance"*.

En vue de l'exécution du premier programme, la COI bénéficie d'un financement de 6,65 millions d'euros de l'Union européenne (UE), alors que le second projet est assorti d'une aide financière de la France par le biais de l'AFD d'une subvention de 8 millions d'euros. Les conventions ont été signées d'une part par le secrétaire de la COI, Vêlayoudom Marimoutou, et d'autre part par l'ambassadeur de l'UE, Vincent Degert, l'ambassadrice de France à Maurice, Florence Caussé-Tissier, et le directeur de l'AFD, André Pouillès- Duplaix. Des représentants des' autres pays membres de la COI étaient également présents.

Pour l'ambassadeur de l'UE, Vincent Degert, la pandémie de COVID-19 *« rappelle cruellement l'importance d'une bonne préparation et d'une bonne capacité de réponses face aux crises qui peuvent mettre en péril des acquis »* de développement. *« Forts de cette expérience, nous avons aujourd'hui une occasion en or d'œuvrer plus et mieux avec la COI et ses États membres pour le renforcement de la résilience des pays de l'océan Indien »*, a-t-il dit.

Il a par ailleurs expliqué que le programme régional sur le renforcement de la résilience s'inscrit en lien avec le pacte vert de l'UE pour faire face aux défis du changement climatique, et contribuera à limiter les pertes humaines et économiques en favorisant une réponse aux catastrophes mieux coordonnée, plus rapide et plus efficace. *« La préparation de la réponse aux catastrophes est un excellent exemple de la façon dont les pays d'une même région peuvent travailler ensemble pour faire face à un défi commun »*, a-t-il insisté. D'autre part, le projet *"Paix, stabilité et gouvernance"* permettra de renforcer les mécanismes de prévention et de résolution de crises, de dynamiser la diplomatie parlementaire ou encore de consolider les processus électoraux.

Florence Caussé-Tissier, a souligné que le projet *"Paix, stabilité et gouvernance"* répond aux objectifs de développement durable en promouvant d'une part le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à plusieurs niveaux dans la prise de décision, et en appuyant d'autre part l'accès du public à l'information et la protection des libertés fondamentales.



Signature de conventions de financement entre la COI, d'une part, et l'UE et l'AFD au secrétariat de la COI

De son côté, André Pouillès-Duplaix, directeur de l'AFD, a déclaré que l'aide française à la COI à travers l'AFD s'élèvera bientôt à 150 millions d'euros. *« Les États membres de la COI sont confrontés au quotidien à des défis communs, notamment la pandémie de COVID-19 et les effets du changement climatique, à travers l'intensification de l'activité cyclonique, l'érosion de la biodiversité, ainsi que les sujets de stabilité politique et citoyenne, entre autres. Il est important de les soutenir via des actions régionales qui visent à promouvoir ces biens publics régionaux. L'AFD souhaite donc poursuivre son partenariat avec la COI avec l'ambition de bâtir un monde en commun »*, dit-il.

Enfin, le secrétaire de la COI, Vêlayoudom Marimoutou, a souligné que la COI *« entretient des relations fortes »* avec l'UE et l'AFD. Il a ainsi rappelé que la COI accorde une grande importance à l'action en santé publique dans une période charnière entre nouvelles flambées de la pandémie et déploiement graduel des campagnes de vaccination. *« Nous avons pu doter en équipements de protection et matériels médicaux nos États membres grâce à un soutien important de l'AFD. Il nous reste encore quelques matériels qui devront être rapidement distribués. Nous évaluons aussi les possibilités de mettre en œuvre un troisième plan d'aide »*, a-t-il expliqué.

Vêlayoudom Marimoutou a annoncé que le 35e conseil des ministres de la COI aura lieu au plus tard le 15 mars prochain. Et de noter que la France succédera aux Comores à la présidence de la COI, tandis qu'elle présidera également l'UE lors du premier semestre 2022.

Actualité

Commission de l'Océan indien : Rs 700 millions investies sur différents projets

Une nouvelle année marquée par de nouveaux projets. C'est l'annonce faite par le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien en présence du Vincent Degert, Ambassadeur de l'Union européenne, et d'autres invités lors d'une conférence de presse conjointe, mercredi dernier à son quartier général à Ébène.

Les représentants des institutions ont en effet signé des conventions de financement portant sur de nouveaux projets.

L'accent est mis sur les enjeux premiers du développement soit la stabilité régionale et l'adaptation aux effets du changement climatique.
Ces projets témoignent du soutien historique, important et renouvelé de l'Union européenne et des États membres, réunis au sein de la « TeamEurope » pour la région. Pas moins de Rs 700 millions seront investies pour ces projets.



Le système des prévisions météorologiques limité pour prévenir les catastrophes naturelles

Face aux risques de catastrophes naturelles, Maurice doit mieux se préparer pour gérer toute éventuelle situation de crise, prévient l'ambassadeur de l'Union européenne à Maurice, Vincent Degert.

Hier, lors de la signature de quatre conventions de financement avec la Commission de l'Ocean Indien, plusieurs facteurs liés à la mauvaise gestion des risques et de prévention ont été soulevés parmi, les prévisions météorologiques, entre autres.

Pour Vincent Degert, il est impératif de consolider les capacités des services météo en matière de prévisions pour les différentes catastrophes naturelles.
« L'ensemble de cet exercice est pour mieux aider les différents pays de la région à se préparer à ce type de catastrophes. Avec le changement climatique, nous savons tous que ce type d'incident va se multiplier et la prévision météorologique est un autre élément tout à fait important dans ce contexte. »

Avec le soutien financier de l'AFD et l'Union européenne, de nouveaux équipements devraient être achetés pour combler ce déficit, ajoute l'ambassadeur de l'UE.

« Mieux se préparer et mieux anticiper est important. Quand nous devons avoir des systèmes de détection, il faut que les radars fonctionnent, il faut que la communication avec les bateaux puisse s'établir et se mettre en place. Nous ne pouvons pas laisser les outils ne pas être opérationnels et exploitables lorsque la catastrophe arrive. »

Outre des équipements de dernier cri, la formation du personnel fait partie de ce projet de financement. Vincent Degert précise que l'épisode du Wakashio a permis de tirer les leçons pour une gestion adéquate des équipements.
« Si je prends l'exemple du Wakashio, avoir des boudins à disposition pour pouvoir contenir la marée noire. Il faut gérer les stocks, il faut que le stock soit à jour et entretenu. »
Pour mieux se préparer aux risques et répondre efficacement aux catastrophes, il a été aussi question de la mise en œuvre d'une plateforme d'alerte et d'intervention dans la région de l'océan indien.

Tourisme : 500 millions d'euros d'aides ont été allouées aux entreprises ultramarines



L'évolution de la situation sanitaire dans le monde et notamment l'apparition de variants de la Covid-19 ont conduit l'Etat et les autorités locales à prendre de nouvelles mesures de restriction de déplacement depuis et vers les Outre-mer. "Ces décisions, indispensables pour préserver la santé de nos concitoyens, ont un impact économique important pour le secteur du tourisme en Outre-mer" admet le gouvernement. Ce dernier annonce que depuis le début de la crise sanitaire, ce sont 500 millions d'euros d'aides qui ont été allouées à ce jour aux entreprises ultramarines du tourisme. Une concertation des acteurs économiques a été engagée au niveau régional, "afin d'échanger sur ces différentes mesures et de vérifier qu'elles répondent au mieux aux difficultés rencontrées par les entreprises du secteur du tourisme en Outre-mer, ou de procéder aux ajustements nécessaires" souligne le gouvernement.

Ll'Etat a mis en place, par le plan " tourisme " des dispositifs de "soutien massif pour accompagner les entreprises affectées par cette situation grâce à l'accès au fonds de solidarité qui a été renforcé au début de l'année 2021, à la prise en charge de l'activité partielle, aux exonérations de cotisations sociales patronales" souligne le gouvernement.

En outre, les entreprises qui ont souscrit à un prêt garanti par l'Etat (PGE) auront le droit de différer d'un an supplémentaire le début de leur remboursement.

Covid-19 update 80 new cases in two days and one death | 13 February 2021

80 new cases of Covid-19 were recorded on Thursday and Friday bringing the total number of cases recorded in Seychelles to 1,848, while the number of deaths has now reached eight.

Yesterday, 46 new cases were registered and of the new cases, 38 were sampled on February 10 and 8 on February 11. Twelve (12) are foreigners and 34 are Seychellois. 3 are from Praslin and the remaining from Mahé.
On Thursday, 34 cases were recorded – four foreigners and 30 Seychellois. They are all from Mahé.

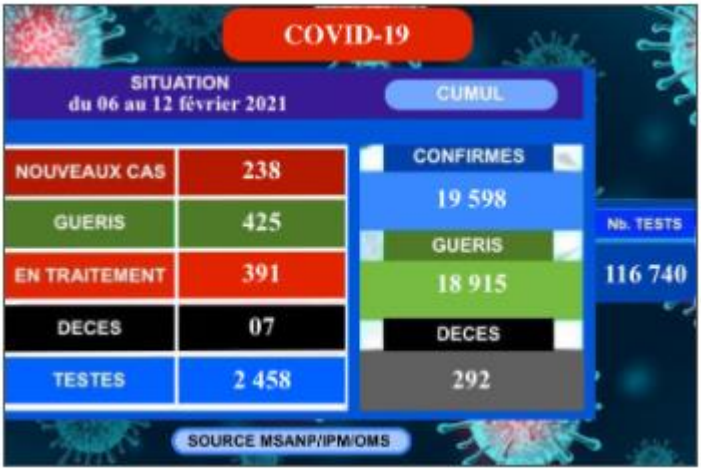
In total, 56 cases – 21 on Thursday and 35 yesterday – (8 foreigners and 13 Seychellois) met discharge criteria and have been discharged into convalescence.

Following the death of a person last week, investigations conducted have revealed that the cause was
Covid-19 related.

Everyone is advised to continue practice the different measures to stop the spread of COVID-19. Keep interactions to immediate households (the persons you live with) only and to not gather in crowds. Other measures to follow:
• Wear a mask in public places and where physical distancing cannot be maintained
• Practise hand hygiene regularly
• Avoid gatherings and crowds
• Avoid sharing objects
• Practise physical distancing of more than 1 metre.

Covid-19 : Légère baisse des cas positifs et hausse des décès

Mandimbisoa R.



Le nombre de décès de Covid-19 est en hausse alors que le nombre des cas positifs est en légère baisse selon le dernier bilan du ministère de la Santé publique, publié ce week-end. Durant la semaine du 6 au 12 février, 7 décès supplémentaires ont été enregistrés avec 238 cas confirmés.

Le nombre de cas grave est légèrement en hausse par rapport au précédent bilan. Le nombre de formes graves du Covid-19 atteint 17 personnes à Analamga où on enregistre le plus grand cas de nouvelles contaminations, contre 4 à Matsiatra Ambony et une chacune à Vakinankaratra et à Analanjirofo.

En tout cas, le virus de Covid-19 est encore présent et circule toujours à Madagascar, ne cessant de faire des victimes. Le ministère de la santé publique annonce actuellement mettre en place de nouvelles politiques pour faire face à la pandémie durant la saison d'hiver.

Dernière situation de la Covid-19 :

- **Nouveaux cas confirmés** : 238 cas trouvés sur 2 458 testés
- **Décès** : 7

La Gazette des Comores

CORONAVIRUS

Les soignants de Samba réclament de meilleures conditions de travail

Les soignants de Samba lancent un cri d'alarme à l'endroit du gouvernement. Ces derniers demandent au gouvernement d'améliorer les conditions de travail mais aussi garantir leur sécurité sanitaire.

Placé au front en cette deuxième vague de Coronavirus depuis le mois de janvier dernier, le personnel soignant du centre de prise en charge de Samba Kouni lance un cri d'alarme au gouvernement. Ces médecins et infirmiers travaillent dans des conditions inimaginables malgré leur dévouement à aider le pays à combattre la Covid-19. Aujourd'hui, ils ne demandent que le minimum pour bien travailler : un logement comme ce fut le cas lors de la première vague pour éviter le risque de contaminer leurs proches, une gratification de leurs salaires et des indemnités. « Certes il ya une baisse de motivation mais nous ne pouvons pas laisser mourir nos parents », souligne un des paramédicaux de Samba.

Après requête auprès des responsables compétents, on leur a juste promis une hausse de salaire. Et après deux mois d'attente, ces agents se trouvent dans l'obligation de demander de l'aide aux âmes charitables. « Ne nous pouvons plus prendre le luxe de rentrer chaque jour chez nous au risque de contaminer nos proches, c'est risqué. Certains de nos collègues sont obligés de dormir dans les couloirs d'El-Marouf. Nous voulons de l'aide pour pouvoir travailler dans les normes », lance-t-il.

Même les produits consommables ne sont pas suffisants pour travailler en toute sécurité. « Nous manquons de bottes et aujourd'hui on fait avec les moyens de bord. Pourtant nous devons travailler durant toute la journée », précise-t-il. Ce que ne dément pas un agent de la santé. « Nous avons signalé le problème au ministère de la santé que les produits consommables sont insuffisants. On nous a assuré que le problème sera réglé plus rapidement », dit-il. Ces agents ont demandé de l'aide au syndicat des paramédicaux qui s'active pour la leur apporter. Rappelons que depuis le début de cette pandémie, ces mêmes contractuels faisaient partie des oubliés de la prime décrétée par le président de la République.

Andjouza Abouheir

PANDÉMIE COVID -19/
UNION DES COMORES

Communiqué N°140

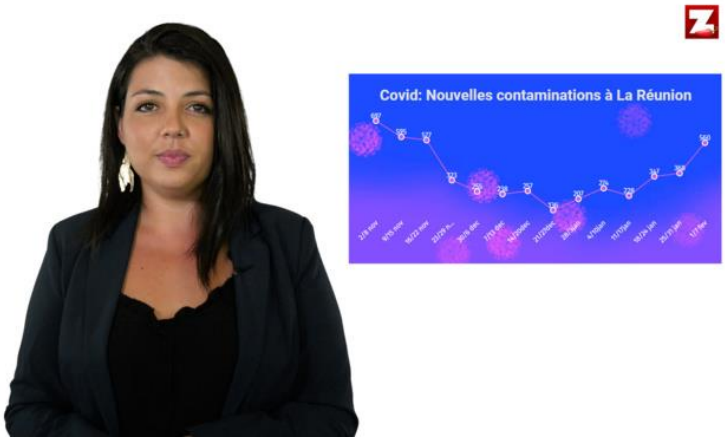
La journée du 12 février 2021, le Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre a enregistré.

Source: Ministère de la Santé

	Ngazidja	Ndzuwani	Mwali	Total
Cas cumulés	2128	662	500	3290
Nouveaux cas	11	3	0	14
Guéris cumulés	1701	563	466	2730
Nouveaux guéris	128	0	1	129
Cas actifs	363	67	5	435
Décès cumulés	64	32	29	125
Nouveaux Décès	3	0	0	3

Covid à La Réunion : La 3ème vague, copie conforme de la 1ère vague ?

C'est un peu plus compliqué que ça. On vous explique tout :
Par **Baradi SIVA**



L'épidémie de Coronavirus a redémarré en ce début d'année 2021 à La Réunion. Il s'agit là, de la troisième vague de contaminations sur notre île depuis le début de la pandémie.

3 vagues épidémiques en 6 mois
La Réunion a été plutôt épargnée durant le début de l'épidémie de Coronavirus. Tout au long du confinement, de mars à mai, les contaminations quotidiennes étaient peu nombreuses, mais tout de même présentes**. suite de l'article**

Gestion des Déchets d'Equipement Electriques et Electroniques : Un atelier de formation organisé par Vohitra Environnement



Madagascar importe en grande quantité tous les appareils électroniques et ceux qui sont irréparables vont directement être jetés. Pourtant, la majorité des Malgaches n'est pas consciente des effets des déchets d'équipements électriques et électronique (DEEE) sur l'environnement et surtout sur la santé à cause de leurs compositions en élements chimiques toxiques tels que le plomb, l'amoniac…Or, la collecte et le recyclage de ces déchets pourraient constituer une source de revenus pour les personnes concernées en ce sens qu'elles peuvent récupérer des matériaux précieux, notamment l'or, le cuivre et l'argent. C'est la raison pour laquelle la société Vohitra Environnement, spécialisée dans le traitement des déchets industriels, organise actuellement un atelier de formation destinée aux micro-entrepreneurs souvent détenteurs de ces types de déchets. La formation en question se déroulera tous les samedis du 30 janvier au 20 mars 2021 à l'ENS Ampefiloha. Ayant rempli des critères précis, 60 apprenants tous genres confondus ont été identifiés et recrutés sur terrain dans la commune urbaine d'Antananarivo pour y participer. Ce projet de formation est le fruit du partenariat entre l'ONG Fanambinantsoa et la société Vohitra Environnement, avec l'appui financier de la FMFP (Fond Malgache de Formation Professionnelle). Il s'inscrit dans les projets de types équité visant à renforcer la résilience des micros-entrepreneurs dans la CUA, lesquels endurent les effets de l'actuelle crise sanitaire. Les objectifs à long terme sont de favoriser la création pour et par les jeunes, d'emplois durables grâce à la transition vers l'économie circulaire, former un grand nombre d'ambassadeurs de la gestion rationelle des DEEE, accroître le nombre et la capacité de jeunes et de femmes entrepreneurs du monde numérique à gérer de façon rationnelle leurs DEEE et enfin de formaliser la filière méconnue de la gestion de DEEE par la mise en application des normes et textes règlementaires. A préciser que la société Vohitra

Environnement a été créé en 2005, et œuvre dans le traitement de déchets industriels. Depuis 2014, elle a étendu ses activités dans le traitement des DEEE. En partenariat avec the WEEE Center Kenya et appuyée par Norvegian Agence for Exchange Cooperation, son équipe jouit d'une expertise internationale en gestion de DEEE.

Éducation supérieure : des opportunités grâce à la Covid-19

PAR ANNICK DANIELLA RIVET



Une classe de LL.B. sur le campus de Pierrefonds de l'Uniciti Education Hub.
La pandémie de Covid-19 a obligé le monde à réfléchir autrement. Le secteur de l'éducation supérieure mauricien n'est pas en reste. Le pays étant un Covid-19 safe country, toutes les stratégies sont étudiées pour attirer davantage d'étudiants mauriciens, mais aussi étrangers.

L'enseignement supérieur devrait connaître un taux d'abandon plus élevé au niveau international. C'est ce que révèle un document de l'Unesco publié en août 2020. Cette baisse est estimée à 3,5 % des inscriptions, ce qui entraînerait une baisse de 7,9 millions d'étudiants.
C'est le constat dans le monde. Les établissements d'enseignement supérieur ont dû passer à l'enseignement à distance en urgence. Cet exercice s'est fait dans la plupart des cas, sans beaucoup de préparation en ce qui concerne l'infrastructure institutionnelle, les plates-formes d'apprentissage, les bibliothèques et les capacités d'enseignement.

La pandémie et les mesures d'endiguement qui ont suivi adoptées à l'échelle mondiale ont accéléré de profonds changements dans l'enseignement supérieur. Ce qui a nécessité des changements dans les opérations qui affectent la façon de dispenser les cours. La Covid-19 a donc placé des millions d'étudiants dans des cours en ligne. **Suite de l'article**